

Laurence BIARD

Directrice des Achats GHT

Richard FRAS

Responsable du département
Achats Généraux du GHT

Cellule des Marchés Publics

02.32.73.35.19

cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :

Martin BRUMENT

Acheteur GHT

02 32 73 30 25

martin.brument@ch-havre.fr

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**FOURNITURE DE PRODUITS ET DE MATÉRIELS
D'ENTRETIEN ET D'HEBERGEMENT HOTELIER
AVEC MISE À DISPOSITION D'UN SYSTÈME DE
COMMANDE EN LIGNE**

Numéro de la consultation : 25DAHL024

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escalles.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture de produits et de matériels d'entretien et d'hébergement hôteliers pour le Groupe Hospitalier du Havre, avec mise à disposition d'un système de commande en ligne.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

39812100-8	Produits d'entretien des sols
90522400-6	Nettoyage et traitement du sol
33700000-7	Produits de soins personnels
33711640-5	Nécessaires de toilette
33711600-3	Préparation et articles capillaires
33711700-4	Articles et préparations pour hygiène orale ou dentaire
33772000-2	Articles jetables en papier
24455000-8	Désinfectants
39831220-4	Agents dégraissants
39831210-1	Détergents pour lave-vaisselle
39830000-9	Produits de nettoyage
39831250-3	Solutions de rinçage
18930000-7	Sacs et sachets
39220000-0	Équipement de cuisine, articles de maison, articles ménagers et fournitures de restauration
39224000-8	Balais et brosses et autres articles de divers types
39811300-3	Désodorisants
24452000-7	Insecticides

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un minimum de dépense de 100 000€ HT et un maximum de 500 000€ HT, sur quatre ans. Le marché est en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

À titre indicatif, le Groupe Hospitalier du Havre a consommé au cours de l'année 2024 pour : 150 000€ HT.

3.5 Établissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;

Cependant, le périmètre de la prestation ou des fournitures pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes de l'établissement suivant :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;

3.6 Décomposition

3.6.1 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

3.7 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.8 Variante

En application des dispositions de l'article R. 2151-8 du Code de la Commande Publique, aucune variante n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter 17 décembre 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure et pour une période de 1 an.

Toutefois, le marché pourra être reconduit 3 fois pour une période de 1 an par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les annexes de la présente consultation
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande.
- Le catalogue des produits

Article 6 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Préambule sur les types d'approvisionnement

L'exécution de marché devra se faire selon un type d'approvisionnement en ligne, éclaté par service.

Le GHH souhaite que le titulaire mette à disposition une solution d'approvisionnement via Internet (portail web-extranet). Ainsi via cette solution, le titulaire permet au personnel hospitalier de commander directement des produits autorisés sur l'espace e-shop, en respectant le budget alloué à son Pôle ou Service.

Le portail en ligne et son catalogue électronique à disposition reprendront les références du fournisseur et les conditions du marché, les prix, les délais, mais aussi les photos et fiches techniques des produits.

6.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution est compris entre l'émission du bon de commande et la livraison des fournitures concernées.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'émission du bon de commande. Les précisions supplémentaires sur les délais d'exécution figurent au CCTP.

Les délais seront précisés dans l'offre des candidats.

Au-delà de ces délais contractuels, le fournisseur encoure des pénalités exposées dans le présent document.

6.3 Processus de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises. Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature du produit ;
- la quantité souhaitée ;
- la date de livraison souhaitée ;
- le lieu de livraison des produits ;
- le montant du bon de commande ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

6.4 Minima de commande et frais de port

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux du Groupe Hospitalier du Havre.

Les prix sont réputés Franco de port.

Un minimum de commande sera fixé d'un commun accord entre titulaire et pouvoir adjudicateur au moment du paramétrage du portail pour que le titulaire rentre dans ses frais de déconditionnement et de livraison.

6.5 Livraisons

6.5.1 Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les produits seront conditionnés dans des emballages intacts et exempts de souillures qui n'émettent aucune odeur particulière (de goudron, de résine, de moisi etc...)

6.5.2 Transport et conditions de livraisons :

Le fournisseur retenu assurera le transport et la livraison jusqu'au lieu du Groupe Hospitalier du Havre.

La majorité des produits seront à livrer dans le magasin de l'hôpital Jacques Monod de Montivilliers.

Les heures et jours d'ouverture du magasin devront être respectés sous peine pour les livreurs de se voir refuser l'accès aux locaux et la livraison refusée, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Les opérations de manutention à la livraison s'effectueront sous l'entière responsabilité du titulaire du marché. Le déchargement de la marchandise sera effectué par les agents du titulaire. Conformément à l'arrêté du 26 Avril 1996 relatif aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par des entreprises

extérieurs, un protocole de sécurité sera signé entre l'établissement de santé et le titulaire du marché ou le transporteur qu'il aura clairement désigné.

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

6.5.3 Conditionnement relatif à l'approvisionnement en ligne

Dans le cas de l'approvisionnement éclaté par service via le portail, le titulaire devra impérativement effectuer un colisage correspondant strictement à la commande validée en ligne par le service demandeur.

L'étiquetage doit être conforme à la réglementation en vigueur, il doit indiquer clairement :

- Le numéro de commande en ligne et le nombre de colis affecté à cette commande
- Le nom du service, son adresse et son numéro UF (identification interne du service pour dispatch interne)

6.5.4 Bon de livraisons

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande
- la quantité et la référence du produit livré
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

6.6 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.7 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Les produits devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les marchandises refusées devront être retirées immédiatement. À défaut d'enlèvement immédiat, ces marchandises seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire du marché. Les établissements membres du GHT déclinent toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

La poursuite de l'exécution des livraisons en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.8 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Article 7 PRIX DU MARCHÉ

7.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

Conformément aux articles R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou la baisse, à l'issue de la deuxième année d'exécution du marché puis à la fin de chaque date anniversaire de conclusion du contrat.

7.2 Taux de remises

- **Taux de remises promotionnelles**

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'exprimera en % et s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant. La remise sera directement visible sur le portail du site en ligne.

7.3 Prix des fournitures nécessitant du matériel mis à disposition par le titulaire

Le prix des fournitures nécessitant du matériel mis à disposition par le titulaire (centrale de dilution, pompe, pulvérisateur, vaporisateurs comprend :

- Le prix des fournitures
- La formation des agents
- La fourniture des supports de communication de bon usage et des protocoles d'utilisation des dits matériels et des produits
- Le cout de maintenance préventive et curative du matériel. Aussi, le titulaire aura à sa charge l'entretien à la fois préventif et curatif du dit matériel (cf article 2.2 du CCTP)

7.4 Intégration de nouvelles références au BPU et au site en ligne

Dans l'hypothèse où un produit du catalogue du fournisseur doit être intégré à l'outil de commande, l'intégration est systématiquement soumise à validation. S'il s'agit d'un produit sans risque sanitaire, une simple validation de l'acheteur suffit. Exemple : changement de parfum d'un produit.

Si la validation implique un risque sanitaire, alors l'acheteur fait valider l'intégration ou le changement de référence par l'EOH Equipe Opérationnelle d'Hygiène. En aucun cas, le titulaire est autorisé à ajouter des produits au BPU sans validation du pouvoir adjudicateur.

7.5 Révision des prix

Conformément aux articles R. 2112-13 et R. 2112-14 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou la baisse, à l'issue de 12 mois d'exécution du marché. La révision de prix pourra être effectuée également à l'initiative de pouvoir adjudicateur selon la même échéance de 12 mois.

La demande de révision de prix émanant du titulaire devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier électronique, **au plus tard un mois** avant la date d'anniversaire du marché.

Le courrier électronique sera adressé à la cellule des marchés du Groupe Hospitalier du Havre à l'adresse suivante :

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Cellule des marchés publics

cellule.marchespublics@ch-havre.fr

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

$$P1 = P0 * (0,15 + 0,70 * IPC1 / IPC0 + 0,15 * IT1 / IT0)$$

P1 représente le prix révisé

P0 représente le prix initial

IPC1 = Indice connu au moment de la demande de révision de prix de l'indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages- France – Nomenclature coicop : 05.6.1.1 – Produits de nettoyage et d'entretien – Identifiant : 001763614

IPC0 = Indice initial du mois de dépôt des offres, ou de la dernière révision de prix de l'indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages- France – Nomenclature coicop : 05.6.1.1 – Produits de nettoyage et d'entretien – Identifiant : 001763614

IT1 = Indice Transport correspondant à la moyenne trimestrielle connu au moment de la demande de révision de prix. Transport routier de fret Identifiant : 010766549.

IT0 = Indice Transport correspondant à la moyenne trimestrielle connu au moment du dépôt des offres, ou de la dernière révision de prix. Transport routier de fret Identifiant : 010766549.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

7.2.1 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

7.2.2 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 5%.

7.6 Remise sur chiffre d'affaires

L'application d'un taux de remise, s'il est proposé par le titulaire, s'effectuera à la date anniversaire de la notification du marché ou à la fin de chaque période d'exécution du marché.

Le chiffre d'affaires pris en compte sera celui de la période considérée pour chaque établissement de santé. Le pourcentage de réduction s'appliquera sur l'ensemble des produits livrés et/ou prestations exécutées au cours de cette période.

Le titulaire émettra au profit des établissements membres du GHT concernés un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

Article 8 AVANCE

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

8.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 10 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

11.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe du CCAP).

11.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- **Fréquences de facturation dans le cas de l'approvisionnement éclaté par services via un Portail d'E-Procurement**

Les fournitures et prestations commandés aux titre du marché et via le Portail en ligne du titulaire devront être facturées mensuellement. Aussi, le titulaire du marché doit établir un relevé de facture par mois reprenant l'ensemble des commandes effectuées sous forme d'un relevé de factures.

Le cas échéant, il pourra être demandé au titulaire de modifier le relevé.

Ce relevé de facture mensuel devra indiquer la référence du bon de commande en ligne validé par les services commandeurs et son montant.

11.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 12 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

Motifs	Pénalités
Non-respect des délais annoncés dans l'offre du titulaire (BPU ou devis) après envoi ou validation du bon de commande	50€ par jour ouvré de retard
Non-respect des conditions contractuelles administratives établies par le présent marché (modalités de facturation, modalité de transmission des révisions de prix, ajout au BPU ou au portail d'article qui n'a pas été validé par le pouvoir adjudicateur etc...)	100€ par non-respect constaté
Non-conformité qualitative ou quantitative des articles reçus	25% de la valeur HT de la commande
Colisage non conforme à la commande en ligne via le Portail d'E-procurement. Exemple : Non-respect des quantités ou des références livrées, mauvais étiquetage ou adressage, non présence du n° de commande en ligne, etc...	50€ par constat
Non-respect du planning de maintenance préventive du matériel de mise à disposition par le candidat	50€ par jour ouvré de retard
Non-respect des délais d'intervention de maintenance curative confirmée par email	50€ par heure de retard
Non transmission du compte rendu de maintenance curative	50€ par manquement constaté
Indisponibilité de plus de 1 jour ouvré du Portail E-Procurement	100€ par jour ouvré de retard
Retard pour la remise d'un devis de plus de 5 jours ouvrés	25€ par jour ouvré de retard
Fourniture de supports de communication des protocoles d'utilisation du matériel et des produits, transmis plus de 3 mois suivant la notification du marché	100€ par semaine de retard
Défaut de communication des produits en rupture de stock	150€ par constat
Non-respect des planning d'installation des matériel mis à disposition	100€ par manquement constaté
Non-respect des modalités de formation (lors de l'installation, des plannings ou des RDV programmés	100€ par manquement constaté
Non transmission des fiches produits et protocoles produit	250€ par manquement constaté et par produit
Non transmission des statistiques de consommation et de dépense du marché, par service (UF)	50€ par jour ouvré

Non tenue des réunions formalisés	100€ par réunion et par personne invitée
Non transmission du compte rendu	20€ par jour ouvré de retard
Non-respect des exigences d'attitude et de tenue du personnel du titulaire (manque EPI, non-respect des consignes de sécurité etc...)	100€ par constat

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 14 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R2194 du code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

Les modifications mineures n'ayant pas d'incidence sur les conditions essentielles du contrat pourront, le cas échéant, être régularisées par un certificat administratif, sans nécessiter la signature d'un avenant.

À ce titre, sont notamment considérées comme modifications mineures :

- les changements d'interlocuteurs (nom du représentant légal, adresse du titulaire, etc.) ;
- les changements de coordonnées bancaires du titulaire ;
- les erreurs purement matérielles affectant les documents contractuels ;
- les prolongations de délai sans incidence financière, notamment en cas de force majeure ou d'intempéries ;
- l'acceptation de prestations déjà réalisées dans le cadre strict du marché initial, sans modification de prix ni de périmètre contractuel ;
- les modifications de faible montant, inférieures à 10 % du montant du marché initial pour les fournitures et services, ne modifiant ni la nature, ni l'objet du marché.

Article 15 LIVRAISONS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour des livraisons complémentaires.
La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

Article 16 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 17 LITIGES

17.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

17.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr
Tél. : 02 35 58 35 00 ☎ : 02 35 58 35 03

Article 18 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 7	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS
Article 13	EXÉCUTION PAR DÉFAUT	Dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 3 septembre 2025

ANNEXE : LISTE DES LIEUX DE LIVRAISON

Liste non exhaustive

Groupe Hospitalier du Havre :

Magasin service Technique - Site Jacques Monod

19 Avenue Pierre Mendès France

76 290 Montivilliers

M. DUFORT Pascal

Tel : 02 32 73 31 98

Mail : pascal.dufort@ch-havre.fr

Horaires de livraison : 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 du lundi au jeudi sauf le vendredi fermeture à 15h00

ANNEXE : LISTE DES SERVICES DEMANDEURS ET INTERLOCUTEURS

Groupe Hospitalier du Havre :

Service Approvisionnement - Site J.Monod

19 Avenue Pierre Mendès France

76 290 Montivilliers

Mme DUMONT Alexandra

Tel : 02 32 73 30 26

Mail : alexandra.dumont@ch-havre.fr